

LE JOUR, 1949
21 JUILLET 1949

POUR UNE DOCTRINE POLITIQUE

Sur un point de la politique intérieure de ce pays (qui appelle tant de remarques), nous voudrions ce matin attirer l'attention. Devant les événements et les faits qui depuis un mois remplissent la chronique, ce qui nous frappe le plus aujourd'hui c'est la situation chétive des groupements politiques en face des féodaux. Nous disons groupements pour ne pas dire partis ; car les partis politiques dignes de ce nom il n'en a guère ; tandis qu'en cette matière, les tentatives avortées ne se comptent plus.

Il y a une discipline de parti à quoi le citoyen libanais ne veut pas s'astreindre (à moins, comme on l'a pu voir, que l'organisation prenne une des formes belliqueuses fréquentes dans le monde contemporain, ce qui ne peut s'appliquer ici qu'au P.P.S.)

Or, le bon sens veut que dans un pays comme le nôtre l'organisation politique se développe et que l'appareil féodal recule. Nous entendons ici par féodalité cette forme de clientèle que seule une ignorance profonde des réalités de la vie politique moderne entretient et qui enlève toute personnalité à l'individu.

La première observation est que l'Etat a le devoir d'encourager le parti politique dans son principe pourvu que ce soit un parti de gouvernement, c'est-à-dire un parti capable de gouverner dans l'ordre. Or toute la machine politique libanaise tourne dans le sens de l'affaiblissement et de la désagrégation des organisations de ce genre. Elle y fait obstacle de toutes les manières. En regardant un peu autour de soi on constate cela jusqu'à l'évidence. L'Etat libanais n'aime pas les partis, il aime les partisans ; pourvu naturellement que ce soient les siens ; la nuance est telle qu'elle ne peut échapper à personne.

Rappelons pour le contraste qu'on a vu les gouvernements de grands pays soumis un moment à la vie totalitaire, finir par créer eux-mêmes une opposition qui n'existait plus ; une telle attitude résulte de la nécessité. L'exemple de l'Angleterre où "l'opposition" s'intitule "l'opposition de sa Majesté" en est un illustre exemple.

Une autre observation, c'est que la montée paradoxale de l'esprit féodal détruit les chances du progrès civique. On fabrique en série et de mieux en mieux des clients serviles alors que c'est des citoyens conscients, en grand nombre, qu'il nous faudrait.

Chacun sait qu'en ce siècle, **là où le citoyen n'a pas suffisamment conscience de ce qu'il est, c'est tout le système politique qui est faussé.** Nous voulons bien qu'une part de fiction subsiste dans ce domaine, et cela dans de nombreux pays ; encore faut-il que la fiction ne devienne pas la règle et que tout l'édifice politique ne se mette pas à ressembler à un mensonge.

Si au Liban des partis sérieux ne trouvent pas leur voie dans la liberté, c'est à la mort lente des libertés légitimes que nous assisterons. Ce serait alors la subordination croissante de toutes les élites à la masse grégaire.

Mais nous savons aussi combien il est difficile qu'un parti s'établisse ici par les moyens normaux. Alors, que faire ?

Il ne faut pas que la question demeure sans réponse. Le Gouvernement sait très bien qu'une façon de gouverner plus objective et plus sereine, aiderait à mettre sur pied pour l'avenir de ce pays ce que nos gouvernants s'obstinent à ignorer.

Le Pouvoir exécutif au Liban n'a devant lui aucune force autre que celle qui peut venir de la violence. Les armes se multiplient pendant que les forces morales déclinent. Qu'on réfléchisse à cela qui devrait émouvoir et inquiéter ceux qui se donnent encore la peine de réfléchir.